

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 95 — 182

**15 DECEMBRE 1994. — Loi portant dissolution  
du Fonds national de Garantie  
pour la Réparation des Dégâts houillers (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** Le Fonds national de Garantie pour la Réparation des Dégâts houillers, institué par les lois relatives au Fonds national de Garantie pour la Réparation des Dégâts houillers, coordonnées le 3 février 1961, est dissous au 31 décembre 1997.

**Art. 2.** L'article 4bis, 2<sup>o</sup>, des lois relatives au Fonds national de Garantie pour la Réparation des Dégâts houillers, coordonnées le 3 février 1961, inséré par la loi du 25 avril 1961, est complété par les mots suivants : « , si les nécessités l'exigent ».

**Art. 3.** L'article 8 des mêmes lois, modifié par la loi du 28 juillet 1966, est complété comme suit :

« 4<sup>o</sup> la demande visant à obtenir une réparation sur la base de la législation en vigueur doit avoir été introduite auprès du concessionnaire par lettre recommandée à la poste, le 31 décembre 1995 au plus tard. »

**Art. 4.** Sur proposition du Ministre des Affaires économiques, après consultation du Comité permanent des dommages miniers, le Roi fixe la provision à constituer pour couvrir les obligations imposées aux concessionnaires insolubles au profit d'un propriétaire de la surface, en vertu de la législation en vigueur après le 1er janvier 1996. Sur proposition du Ministre des Affaires économiques, après consultation du conseil d'administration du Fonds national de Garantie, le Roi fixe le montant de la provision à constituer pour couvrir l'exécution des autres obligations de l'établissement au cours des années 1996 et 1997 ainsi que celles subsistant au 31 décembre 1997.

Les provisions visées au premier alinéa sont prélevées sur les intérêts du Fonds A générés au cours de l'année 1995 et, en cas de besoin, au cours des années 1996 et 1997. Le solde non utilisé de ces provisions au 31 décembre 1997 est versé à la Caisse des dépôts et consignations si leur maintien s'avère nécessaire. Dès qu'il n'est plus nécessaire, ce solde est réparti entre tous les concessionnaires au prorata de leur contribution pour leur constitution.

**Art. 5.** Avant le 31 décembre 1997, le ministre, après consultation du Comité permanent des dommages miniers, fixe pour tous les concessionnaires disposant d'un avoir au Fonds A, le montant de la provision à maintenir pour couvrir les obligations au profit d'un

(1) *Session ordinaire 1993-1994.*

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n<sup>o</sup> 1052/1. — Rapport fait au nom de la Commission de l'Economie par M. Didden, n<sup>o</sup> 1052/2. — Amendements, n<sup>o</sup> 1052/3.

*Annales parlementaires.* — Discussion et vote. Séance du 23 juin 1994.

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par le Sénat, n<sup>o</sup> 1522/1. — Amendements, n<sup>o</sup> 1522/2. — Rapport fait au nom de la Commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education et des Institutions scientifiques et culturelles nationales par M. Pierard, n<sup>o</sup> 1522/3.

*Annales parlementaires.* — Discussion et vote. Séance du 24 novembre 1994.

### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 95 — 182

**15 DECEMBER 1994. — Wet houdende de ontbinding  
van het Nationaal Waarborgfonds  
inzake Kolenmijschade (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Het Nationaal Waarborgfonds inzake Kolenmijschade, opgericht door de wetten betreffende het Nationaal Waarborgfonds inzake Kolenmijschade, gecoördineerd op 3 februari 1961, wordt ontbonden op 31 december 1997.

**Art. 2.** Artikel 4bis, 2<sup>o</sup> van de wetten betreffende het Nationaal Waarborgfonds inzake Kolenmijschade, gecoördineerd op 3 februari 1961, ingevoegd bij de wet van 25 april 1991, wordt aangevuld met de volgende woorden : « indien de noodzaak het vereist »

**Art. 3.** Artikel 8 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1966, wordt aangevuld als volgt :

« 4<sup>o</sup> de aanvraag tot het verkrijgen van een schadeloosstelling op grond van de geldende wetgeving moet ten laatste op 31 december 1995 bij een ter post aangetekende brief worden ingediend bij de concessiehouder. »

**Art. 4.** Op voorstel van de Minister van Economische Zaken en na consultatie van het Vast Mijschadecomité, stelt de Koning de provisie vast die gevormd moet worden voor het dekken van de aan de onvermogen concessiehouders opgelegde verplichtingen ten gunste van een eigenaar van de bovengrond, krachtens de wetgeving van toepassing na 1 januari 1996. Op voorstel van de Minister van Economische Zaken en na consultatie van de Raad van Bestuur van het Nationaal Waarborgfonds stelt de Koning het bedrag vast van de provisie die gevormd moet worden om de uitvoering van de andere verplichtingen van de instelling te dekken in de loop van de jaren 1996 en 1997 evenals die welke na 31 december 1997 nog zouden bestaan.

De provisie bedoeld in het eerste lid worden ingehouden op de interesten van het Fonds A voortgebracht in de loop van het jaar 1995 en, indien nodig, in de loop van de jaren 1996 en 1997. Het op 31 december 1997 niet gebruikte saldo van deze provisie wordt gestort in de Deposito- en Consignatiekas indien hun behoud nodig blijkt. Zodra dit niet meer nodig is, wordt dit saldo verdeeld tussen alle concessiehouders naar verhouding van hun bijdrage in de vorming van die provisie.

**Art. 5.** Voor 31 december 1997 stelt de minister, na consultatie van het Vast Mijschadecomité, voor alle concessiehouders, die over een tegoed beschikken in het Fonds A, het bedrag vast van de provisie die behouden moet worden voor het dekken van de verplichtingen

(1) *Gewone zitting 1993-1994.*

Senaat.

*Parlementaire stukken.* — Wetsontwerp, nr. 1052/1. — Verslag namens de Commissie voor de Economische Aangelegenheden uitgebracht door de heer Didden, nr. 1052/2. — Amendementen, nr. 1052/3.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 23 juni 1994.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 1522/1. — Amendementen, nr. 1522/2. — Verslag namens de Commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs en de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen uitgebracht door de heer Pierard, nr. 1522/3.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 november 1994.

propriétaire de la surface en vertu de la législation en vigueur après le 1<sup>er</sup> janvier 1998. Toute somme au Fonds A excédant le montant de cette provision sera restituée au concessionnaire, soit dès que quinze ans se sont écoulés depuis la cessation de toute exploitation, soit lors de la dissolution du Fonds national de Garantie.

La provision inscrite au nom du concessionnaire au Fonds A lors de la dissolution du Fonds national de Garantie est versée sur un compte ouvert à son nom auprès d'une institution financière de son choix. Les intérêts sont capitalisés. Il ne peut être disposé de la provision qu'au profit d'un propriétaire de la surface et pour autant qu'il soit justifié d'une obligation imposée au concessionnaire par la législation en vigueur. Cette justification doit résulter soit d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée, soit d'une convention conclue entre le concessionnaire et le propriétaire de la surface, et homologuée par le juge de paix.

**Art. 6.** Le concessionnaire peut demander la restitution du solde de la provision versée sur un compte bancaire conformément à l'article 5, au moment où il peut se prévaloir de la prescription pour chaque obligation qui lui serait imposée par la législation en vigueur. Il est statué sur cette demande par le Ministre des Affaires économiques, sur avis conforme du Conseil d'Etat.

**Art. 7.** Lors de la dissolution du Fonds national de Garantie, les créances subrogées détenues en vertu de l'article 9, alinéa 3, des lois coordonnées relatives au Fonds national de Garantie pour la Réparation des Dégâts houillers, sont transférées à l'Etat belge, Service du crédit public du Ministère des Finances. Les règles relatives au transfert desdites créances et à l'affectation des sommes éventuellement récupérées sont fixées par le Roi sur proposition du Ministre des Affaires économiques et du Ministre des Finances.

**Art. 8.** Le Roi détermine, après concertation avec les organisations représentatives du personnel et par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la date et les modalités du transfert des membres du personnel du Fonds national de Garantie dans un ministère fédéral.

Les membres de ce personnel sont transférés dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité. Ils conservent la rétribution, l'ancienneté ainsi que les droits à la pension qu'ils avaient ou auraient obtenus s'ils avaient continué à exercer la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

Le statut juridique des ces membres du personnel demeure régi par les dispositions en vigueur en cette matière aussi longtemps que le Roi n'aura pas fait usage de cette compétence.

**Art. 9.** Les lois relatives au Fonds national de Garantie pour la Réparation des Dégâts houillers, coordonnées le 3 février 1961, sont abrogées le 31 décembre 1997.

**Art. 10.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre 1994.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,  
M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

ten gunste van een eigenaar van de bovengrond krachtens de wetgeving van toepassing na 1 januari 1998. Elke som in het Fonds A die het bedrag van deze provisie overschrijdt, wordt aan de concessiehouder terugbetaald, hetzij zodra er vijftien jaar verlopen zijn na het stopzetten van alle ontginning, hetzij bij de ontbinding van het Nationaal Waarborgfonds.

De provisie ingeschreven op naam van de concessiehouder in het Fonds A bij de ontbinding van het Nationaal Waarborgfonds, wordt gestort op een rekening geopend op zijn naam bij een financiële instelling van zijn keuze. De interesten worden gekapitaliseerd. Men kan enkel beschikken over de provisie ten gunste van een eigenaar van de bovengrond en voor zover dit wordt gerechtvaardigd door een verplichting aan de concessiehouder opgelegd door de van toepassing zijnde wetgeving. Deze rechtvaardiging moet voortvloeien, hetzij uit een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan, hetzij uit een overeenkomst gesloten tussen de concessiehouder en de eigenaar van de bovengrond, en bekrachtigd door de vrederechter.

**Art. 6.** De concessiehouder kan de terugbetaling van het saldo van de provisie, gestort op een bankrekening in overeenstemming met artikel 5, aanvragen op het ogenblik dat hij zich kan beroepen op de verjaring van iedere verplichting die hem werd opgelegd door de van toepassing zijnde wetgeving. Na eensluidend advies van de Raad van State spreekt de Minister van Economische Zaken zich uit over deze aanvraag.

**Art. 7.** Bij de ontbinding van het Nationaal Waarborgfonds worden de gesubrogeerde schuldvorderingen behouden krachtens artikel 9, derde lid, van de gecoördineerde wetten betreffende het Nationaal Waarborgfonds inzake Kolenmijnschade, overgeboekt naar de Belgische Staat, Dienst van het Staatskrediet van het Ministerie van Financiën. De voorschriften met betrekking tot de overdracht van deze schuldvorderingen en tot de bestemming van de eventueel teruggewonnen bedragen worden vastgesteld door de Koning op voorstel van de Minister van Economische Zaken en van de Minister van Financiën.

**Art. 8.** Na overleg met de representatieve organisaties van het personeel en bij een in Ministerraad overlegd besluit, bepaalt de Koning de datum en de wijze van de overdracht van de personeelsleden van het Nationaal Waarborgfonds naar een federaal ministerie.

Deze personeelsleden worden overgedragen in hun graad of in een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid. Zij behouden de bezoldiging, de anciënniteit evenals de pensioenrechten die ze hadden of die ze verkregen zouden hebben indien ze de functie waarvan ze titularis waren op het ogenblik van hun overdracht, hadden blijven uitoefenen.

Het juridisch statuut van deze personeelsleden blijft geregeld door de van toepassing zijnde bepalingen in deze materie zolang de Koning geen gebruik heeft gemaakt van deze bevoegdheid.

**Art. 9.** De wetten betreffende het Nationaal Waarborgfonds inzake Kolenmijnschade, gecoördineerd op 3 februari 1961, worden opgeheven op 31 december 1997.

**Art. 10.** Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 december 1994.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Justitie en Economische Zaken,  
M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegd :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,  
M. WATHELET